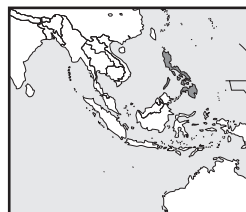


Peut-on recoller les morceaux?

JESSICA REYES-CANTOS ¹



Malgré le constat que l'économie mondiale était sur une courbe descendante même avant les attaques du 11 septembre, la stratégie économique peu perspicace reste ancrée sur les exportations et les investissements étrangers directs. Certes, ces derniers continuent d'être de moteurs potentiels de la croissance, mais ce potentiel est considérablement affaibli, compte tenu des conditions internes et externes.

Nous vivons assurément des temps incertains. Beaucoup avaient prédit que l'économie philippine s'inscrirait sur une courbe descendante après les attaques du 11 septembre contre le World Trade Center. Cependant, l'administration Arroyo a déclaré, dans son rapport de fin d'année, que les Philippines avaient habilement tenu le coup.

Pour une économie qui pour la première fois depuis 1986, avait enregistré des taux de chômage à deux chiffres en 2000 et au premier semestre 2001, il n'y a probablement guère d'autre moyen que d'aller de l'avant, ou de stagner.

Si les Philippines avaient un accès égal aux droits, la stagnation aurait été probablement mieux que la récession. Mais dans ce pays où la répartition du revenu est fortement biaisée et où le taux d'accroissement de la population est supérieur à 2%—l'un des plus élevés en Asie—les pauvres ne sauraient se contenter de la stagnation, la pauvreté étant depuis longtemps un problème de plus en plus grave.

Croissance médiocre, mais meilleure qu'on ne l'espérait

Les taux de croissance économique étaient médiocres même avant les attaques du 11 septembre. Mais pour les planificateurs de l'économie qui s'attendaient à bien pire, compte tenu des performances très sombres de l'économie mondiale, ces taux de croissance ont été une agréable surprise. En effet, par rapport à des économies autrefois très performantes telles que Hong Kong, Taiwan et Singapour qui ont connu de brusques revers, ou le Japon qui a connu une récession prolongée, il y a de quoi être fier d'un taux de croissance d'environ 4%.

L'économie philippine est relativement moins affectée par la récession globale, étant donné que les exportations ne représentent qu'environ 40% de la production économique, contrairement à la Malaisie ou à Taiwan dont les exportations représentent plus de 80% de la production économique.

Crise du chômage, 40% de personnes vivant dans la pauvreté

Le taux de chômage qui était de 10,1% en octobre 2000 (le taux le plus élevé depuis 1986) est bien vite allé de pair avec une augmentation de la criminalité. Bien que les statistiques officielles sur la criminalité fassent état d'un taux de résolution de 93%, ce qui est préoccupant, c'est la nature des crimes signalés. Là où les kidnappings étaient autrefois circonscrits dans les zones urbaines et chez les hommes d'affaires chinois, la criminalité gagne les provinces et commence à frapper également les gens ordinaires.

TABLEAU 1

Main-d'œuvre et emploi - juillet 2000-octobre 2001				
MAIN-D'ŒUVRE ET EMPLOI	OCT. 2001	JUIL. 2001	AVR. 2001	JUIL. 2000
Main-d'œuvre totale (millions)	33,4	32,6	33,6	30,5
Participation de la main-d'œuvre	67,5	66,3	69,0	63,8
Nombre de chômeurs (millions)	3,3	3,1	4,5	3,4
Chômage (%)	9,8	10,1	13,3	11,2
Nombre de personnes sous-employées (millions)	5,0	5,5	5,1	5,7
Sous-emploi (%)	16,6	17,7	17,5	21,2

Bien que le taux de chômage soit retombé à un seul chiffre avant octobre 2001, il y a un sentiment très répandu qu'il existe une crise du chômage. Même avec ce fléchissement du taux, le nombre absolu de chômeurs s'est accru de 140 000 par rapport au trimestre précédent (Tableau 1). En outre, les études supérieures étaient autrefois presque une garantie d'emploi, mais ces derniers temps, il semble que même les diplômés des plus grandes universités du pays aient des difficultés à trouver du travail.

Les annonces par la presse quotidienne de fermetures ou de compressions dans les entreprises n'arrangent pas les choses. Au cours des 10 premiers mois de l'année 2001, 56 531 travailleurs ont perdu leur emploi par suite de licenciements massifs et de fermetures définitives de 2 294 établissements commerciaux. Durant cette même période, 54 549 autres travailleurs de 526 entreprises ont été temporairement licenciés, ont connu des rotations de postes ou ont vu leurs heures de travail réduites. En moyenne, de janvier à octobre 2001, chaque jour, 367 philippins ont perdu leur emploi ou ont été victimes de licenciement temporaire. A l'échelon national, on parle d'environ 111 080 travailleurs.²

Grâce aux emplois à l'étranger, le chômage a été quelque peu atténué. Selon les estimations officielles, 7,29 millions de Philippins travaillent à l'étranger. L'émigration de travail annuelle moyenne a augmenté en flèche, atteignant le niveau record de 840.000 personnes après la crise asiatique de 1997. En 2000, l'emploi à l'étranger constituait 3,3% des services domestiques du pays. Pour la majeure partie des années 90, l'emploi à l'étranger a dépassé l'emploi net généré dans le pays.

¹ L'auteur est membre de Action for Economic Reforms et coprésidente de Contrôle Citoyen Philippines

² «Gloomy Christmas awaits workforce». *Philippine Star*, 5 décembre 2001.

TABEAU 2

Incidence de la pauvreté de 1961 à 2000					
ANNÉE	INCIDENCE DE LA PAUVRETÉ (% FAMILLES)			NBRE EN-DEÇA DU SEUIL DE PAUVRETÉ	
	TOTAL	URBAIN	RURAL	FAMILLES TOTAL MILLIONS	POPULATION TOTAL MILLIONS
1961	59	51	64		
1965	52	43	55		
1971	52	41	57		
1985	44,2	33,6	50,7	4,355	26,231
1988	40,2	30,1	46,3	4,231	25,005
1991	39,9	31,1	48,6	4,781	28,120
1994	35,5	24,0	47,0	4,531	27,274
1997	31,8	17,9	44,4	4,511	26,768
2000	34,2	20,4	47,4	5,216	31,298
Réduction annuelle moyenne de 1961 à 1997	0,76	0,92	0,54		
Augmentation annuelle moyenne de 1997 à 2000	0,80	0,83	1,00		

L'Enquête sur le revenu et les dépenses des ménages réalisée en 2000, d'où proviennent les estimations de la pauvreté, a confirmé les craintes de pauvreté croissante après des années de progrès réguliers, quoique faibles, en matière de réduction de la pauvreté. L'incidence de la pauvreté s'est accrue de 31,8% des familles philippines en 1997 à 34,2% en 2000. Cela se traduit par 705.000 familles supplémentaires, soit, à six membres par famille, 4,23 millions de plus de Philippins pauvres. Dans l'ensemble, environ 31,3 millions de philippins, ou 40% de la population de 75 millions d'habitants, sont pauvres (Tableau 2).

Toutefois, il y a une «lueur» d'espoir dans l'Enquête: l'inégalité des revenus a légèrement baissé. En 1997, le coefficient de Gini était de 0,4872. Celui de l'année 2000 (0,4507) reflète une amélioration de la répartition du revenu. Cependant, même le gouvernement n'est pas fier de cette «amélioration». Les planificateurs de l'économie admettent que cette réduction des inégalités indique que la crise économique a tout simplement érodé les revenus des ménages vivant au-dessus du seuil de pauvreté. En termes clairs, la crise qui d'ordinaire touche davantage les pauvres, n'a épargné personne cette fois-ci. La situation s'est aggravée pour presque tout le monde à présent.

Manque de financement des services sociaux de base

Le financement suffisant des services sociaux de base n'est pas pour bientôt. Le Dr. Rosario Manasan, économiste à l'Institut philippin d'études sur le développement, (PIDS), a estimé que rien que pour les bénéficiaires ciblés de l'éducation de base, il faudrait 115,3 milliards de PHP (2,3 milliards de dollars US). Il manque près de 12 milliards de PHP (240 millions de dollars US) au budget 2002 proposé pour le Ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sports, d'un montant de 102,9 milliards de PHP (2 milliards de dollars US).

Pour les soins de santé primaires, l'hypothèse du coût élevé avancée par Manasan est qu'il faut 10,5 milliards de PHP (210 millions de dollars US) pour l'exercice 2002. Le gouvernement national a affecté 14,5 milliards de PHP (290 millions de dollars US) aux dépenses de santé, mais l'essentiel de ces montants sera consacré aux dépenses de santé curative plutôt que préventive.

A l'exception du service de la dette et de la défense, les dépenses sectorielles en pourcentage du PIB ont baissé depuis 1997. De même que les dépenses au titre de l'éducation et de la santé, en pourcentage du budget national.

Le problème de l'endettement a apparemment bouclé la boucle. Après être tombé jusqu'à moins de 20% du budget national entre le milieu et la fin des années 90, les paiements de l'intérêt ont de nouveau percé ce niveau en 2000. La dette du secteur public s'élève maintenant à 2,17 mille milliards de PHP (43,4 milliards de dollars US), dont 47,5% de créances extérieures. Cela rend le programme fiscal du gouvernement très vulnérable aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt étrangers.

Dépasser le court terme

En juillet 2001, près de six mois après l'éviction de Estrada et son remplacement par la Vice-Présidente d'alors, Gloria Macapagal Arroyo, à la Présidence de la République, le Dr. Emmanuel de Dios, de la Faculté de Sciences Economiques de l'Université des Philippines, a fait remarquer que la nouvelle administration était préoccupée par les menaces et les exigences à court terme telles que les kidnappings dans le Sud, les menaces contre la sécurité nationale et les catastrophes naturelles. Il a mis en garde avec juste raison contre la perte de rythme et de volonté de réforme économique et politique. Déjà, la volonté de réforme cédait le pas à un sentiment larvé d'inertie et à un scepticisme croissant.

Malgré le constat que l'économie mondiale était sur une courbe descendante même avant les attaques du 11 septembre, la stratégie économique peu perspicace reste ancrée sur les exportations et les investissements étrangers directs. Certes, ces derniers continuent d'être de moteurs potentiels de la croissance, mais ce potentiel est considérablement affaibli, compte tenu des conditions internes et externes.

En termes de financement, la visite d'Etat de la Présidente Arroyo aux Etats-Unis en novembre 2001 a été très fructueuse pour ce qui concerne l'aide économique et militaire au pays. Cet appui américain a apporté un peu de soulagement et a peut-être même renvoyé à plus tard des réformes qui font cruellement défaut, comme par exemple de lourdes sanctions contre ceux qui enfreignent les lois anti-corruption au plus haut niveau et un coup de fouet aux agences de collecte de recettes peu performantes.

Le souci prépondérant du gouvernement semble être de survivre jusqu'aux élections de 2004. Pour la société civile dont certains segments s'attribuent l'éviction de l'ancien Président Joseph Estrada lors de ce que l'on a appelé le Pouvoir Populaire 2, une seule grande question se pose: Peut-on à présent recoller les morceaux? ■

Action for Economic Reforms
<sawat@info.com.ph>